

Le Métallo

Journal de la CGT du Site de Sochaux – Octobre 2018

Information aux salariés CE/DP/CHSCT

Que le succès du 9 octobre appelle celui du jeudi 18 octobre !

Nous étions plus de 1400 dans les rues de Montbéliard, mardi 9 octobre pour protester contre la politique du gouvernement menée contre les actifs et les retraités, mais aussi sur les privés d'emploi, et sur le pouvoir d'achat.

Un mouvement qui grandit et qui a besoin de vous ! Partout en France, le mécontentement se fait entendre.

Râler tout seul dans son coin ne sert à rien, 9 organisations de retraités (CGT, FO, CFE/CGC, CFTC, FSU, Solidaires, UNRPA, FGR-FP, LSR) organisent dans l'unité une nouvelle journée d'action jeudi 18 octobre, jour où commence les discussions des députés sur le budget 2019.

Nous devons faire monter la pression pour obtenir :

- Que les députés renoncent à l'amputation de nos retraites, garantissent notre pouvoir d'achat et acceptent une véritable revalorisation des pensions,
- Que la loi de finances 2019 annule l'augmentation de CSG instaurée en 2018.

La défense des retraites c'est aussi le combat des futurs retraités. Nous sommes toutes et tous de futurs retraités.

**A tous les futurs retraités !
Rendez-vous,
jeudi 18 octobre à 14H,
rue piétonne de Montbéliard**

Le mot d'ordre de grève couvre l'ensemble des salariés sur cette journée.



Le fléau de la précarité !

Les recours massifs à l'intérim de la direction font qu'aujourd'hui il y a plus d'intérimaires que d'embauchés dans les secteurs de fabrication. Les embauchés en CDI se font au compte-goutte et les intérimaires renvoyés au chômage en fin de contrat sont remplacés par d'autres intérimaires !

LA ROUE DE L'INFORTUNE...



PSA utilise l'intérim pour camoufler les suppressions d'emplois en CDI !

La CGT revendique l'embauche en CDI de tous les intérimaires.

Au montage, je traverse le chemin piéton et je trouve ?

Au montage sur le SYS 2 au poste approvisionnement des traverses arrières, cela faisait plus d'un an que la courbe des demandeurs de manipulateur ne cessait de croître.

Malgré toutes les belles promesses pour inverser cette courbe et donner un moyen de manutention pour que les salariés d'ISS ne portent plus cette charge à bout de bras, la situation ne faisait que de s'aggraver.

Mais, grâce aux multiples interventions des membres CHSCT/CGT (cités par certains comme de l'opposition), qui ont permis de faire prendre conscience du caractère urgent et du danger imminent encouru par les salariés.

Une idée toute simple mais apparemment satisfaisante fut enfin proposée :

Pourquoi ne pas traverser le chemin piéton pour aller au SYS 1 trouver un manipulateur ??

Mais qui aurait pu penser que cela était aussi simple, mais en tout cas il faut reconnaître, elle fut efficace.

En moins d'une semaine un manipulateur fut trouvé, installé et opérationnel...

**Dans toutes les situations où vous pensez que vous n'êtes pas écoutés !!!
La CGT est de votre côté pour vous faire entendre !!!**



PSA attaque les salaires !

Avec le blocage des salaires instauré par PSA depuis 2012, le barème d'embauche PSA d'un ouvrier OPUEP à 170 points en 2018 est le même qu'en 2012 soit : 1511 euros bruts pour 151H67/mois et un taux horaire de 9,9624 euros bruts, seulement !

La CGT n'a jamais cautionné le blocage des salaires de PSA et les accords qui font reculer le pouvoir d'achat des salariés, comme, par exemple, l'accord salarial de 2018 qui prive des milliers d'intérimaires des 25 euros bruts parce qu'ils sont arrivés à l'usine après mars 2018 !

PSA recrute des milliers de salariés intérimaires qui, pour vivre, sont contraints d'accepter un emploi sous payé... et trouve aussi des syndicats qui cautionnent sa politique de recul du pouvoir d'achat de tous les salariés en signant ses accords.

La CGT revendique 400 euros net de plus par mois pour tous, ainsi que la fin des contrats précaires pour des emplois en CDI.

Travailler à l'Embout c'est le Pied !

Au CHSCT ordinaire de fin septembre, le chef du personnel du Ferrage, a mis la blouse du médecin du travail, car, celle-ci était absente. Il a donc commenté les statistiques sur le stress à l'emboutissage de Sochaux.

Or, il faut savoir qu'à l'emboutissage il n'y a que 2,7% de salariés très stressés. Si on ne s'en était pas aperçu, au moins, on a les chiffres de la direction/médecine du travail pour nous le confirmer.

Il est vrai qu'il fait très bon vivre à l'emboutissage, les Conducteurs d'installations qui ont été recalés pour la nouvelle presse peuvent d'ailleurs en témoigner, tout comme les salariés accidentés qui reçoivent les coups de fil des RG pour reprendre le travail, et on en passe...



Bref, une enquête contestable avec des résultats qui le sont tout autant que seule la CGT a dénoncé.

La CGT le seul syndicat qui dit la vérité

Le droit de se soigner

La direction a licencié cinq salariés embauchés pour inaptitude depuis les congés et multiplie les incitations à quitter l'usine via le DAEC pour ne pas créer des postes adaptés à l'état de santé des salariés, mis à mal par la dégradation de nos conditions de travail.

La direction et les agences d'intérim incitent les intérimaires à accepter « des ruptures de contrats d'un commun accord » quand leur médecin prescrit un arrêt pour qu'ils puissent avoir le temps nécessaire de se soigner lorsqu'ils sont malades ou se blessent à l'usine.



Pour la CGT, cette politique du « marche ou crève » est inacceptable !

Décalage du casse-croûte au ferrage ? Pas d'accord !

Lundi 1er octobre 2018, la direction du Ferrage a réuni à huis-clos les syndicats signataires de l'accord VSD du 10 juillet 2017, à l'exception de la CGT qui ne l'a pas signé. En effet, cet accord est un nouveau pas dans l'aggravation de la flexibilité. La réunion avait pour but de décaler le casse-croûte des MEF 1 et 2.

Pour la CGT, cette décision induira comme conséquences :

- Le temps de travail entre deux pauses (actuellement environ de 2 heures) serait rallongé,
- Question : Comment la direction compte t'elle rattraper l'arrêt de la MEF 1, pendant la pause casse-croûte ? Par des samedis en H+ ?

Les militants CGT du Ferrage ont demandé aux salariés concernés ce qu'ils pensaient de cette décision, et ce, sur les deux tournées. Réponse : **Ils ne sont pas d'accord.**

Alors ce qui nous reste à faire, c'est de le faire savoir en allant à la rencontre des syndicalistes du patron et leur faire passer le message.

Si la majorité des syndicats veulent respecter l'avis des salariés du secteur, à eux de ne pas signer ce nouvel avenant de l'accord VSD.

A bon entendeur Pas de signature, pas de décalage du casse-croûte...



Réunion DP peinture !

Pour sa 1^{ère} réunion DP en peinture, le nouveau RH a eu une poussée de boutons en voyant 3 femmes de la CGT assister à cette réunion.

Ce dernier leur a demandé de quitter la réunion séance tenante, en l'absence du DP titulaire.

On ne sait pas si c'est la CGT ou les 3 militantes qui l'ont rendu épidermique ?

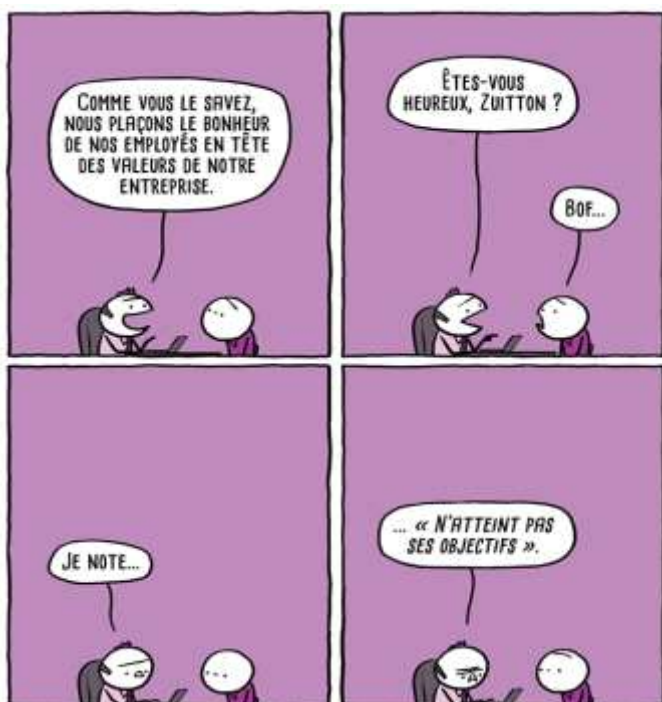
Toujours est-il que le mois dernier ces 3 représentantes CGT ont assisté à cette réunion sans aucun problème.

Donc nous avons laissé ce représentant de la direction en tête à tête avec FO.



Les entretiens individuels chez PSA

Des bons dessins plus que de longs discours...



DQI : Espace dynamique ou dynamite ?

Les OPEN SPACE ou espaces dynamiques continuent de se développer dans tout le groupe, bien sûr Sochaux, n'est pas épargné.



Manque de place, isolement, bureaux devant être vidés le soir lors du départ des salariés. Voilà le progrès vu par PSA, et tout cela pour compacter encore plus l'usine, et surtout briser les liens entre salariés. La CGT ne cautionne pas une telle désorganisation du travail.

Le monde virtuel de PSA

La direction nous a annoncé lors du CE du mois de septembre l'arrivée des lunettes 3D pour les futures formations.

Lors de la présentation de ce matériel aux élus du CE, un film fait par une équipe médicale, nous explique l'importance des échauffements avant le travail. Donc pour faire très court, avant la prise de poste pendant que je rejoins celui-ci, je fais des étirements pendant un arrêt et, idem quand je pars, je refais des étirements.

La direction concède que les postes sont tellement chargés que pour éviter les TMS mieux vaut faire des échauffements et étirements, plutôt que d'exercer ses obligations en matière d'amélioration des postes et de nos conditions de travail.



GM&S

La cour d'appel administrative de Bordeaux a annulé le plan social mis en œuvre en 2017 chez l'ex-équipementier automobile de la Souterraine (Creuse), qui a été repris par GMD.

La décision a été publiée vendredi 12 octobre. L'ex-entreprise GM & S, située à La Souterraine dans la Creuse et dont les salariés s'étaient fortement mobilisés, voit son plan social annulé par la justice. Une décision de la cour d'appel administrative de Bordeaux publiée ce vendredi. Dans son arrêt, la cour d'appel estime que ce PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) contesté en justice par des salariés, a été homologué par la directrice régionale des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Région Nouvelle-Aquitaine, sur des « motifs entachés d'erreurs de droit ».

Cet arrêt prouve que la **DIR**ection **RÉ**gionale des **E**ntreprises, de la **C**oncurrence, du **T**ravail et de l'**E**mploi de la Creuse a fait n'importe quoi dans ce dossier.

Une première victoire qui prouve que la lutte paye.